

**CONCOURS DE RECRUTEMENT DE MAGISTRATS
DU SECOND GRADE**

**(ouvert en application de l'article 21-1 de l'ordonnance n°58-1270 du 22
décembre 1958 modifiée)**

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

SESSION 2021

Lundi 29 mars 2021

Première épreuve d'admissibilité :

DROIT CIVIL

(DUREE 5 HEURES)

Rédiger, notamment à partir des documents joints, une étude juridique sur « l'écrit en droit des obligations ».

LISTE DES DOCUMENTS

Document n° 1 : J. Flour, « Quelques remarques sur l'évolution du formalisme », Le droit privé français au milieu du XXe siècle. Etudes offertes à Georges Ripert, LGDJ, 1950, t. 1, p. 95-96

Document n° 2 : H. Michelin-Brachet, « L'écrit dans la réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations », RRJ 2018, p. 1582 et s.

Document n° 3 : E. Vergès, G. Vial, O. Leclerc, Droit de la preuve, PUF, coll. Thémis, 1re éd., 2015, n° 55, p. 54-55

Document n° 4 : J. Rochfeld, « Loi n° 2000-230 du 13 mars 2000 portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relative à la signature électronique », RTD Civ. 2000 p.423 et s.

Document n° 5 : Cour de cassation, 1ère chambre civile, 28 octobre 2003, n° 01-02.654, Bull. n° 216

Document n° 6 : Cour de cassation, 3^{ème} chambre civile, 12 janvier 1978, 76-12.003, Bull. n° 33

Document n° 7 : Cour de cassation, 1^{ère} chambre civile, 17 juin 2015, n° 14-13.206, Bull. n° 146

**CONCOURS DE RECRUTEMENT DE MAGISTRATS
DU SECOND GRADE**

**(ouverts en application de l'article 21-1 de l'ordonnance n°58-1270 du 22
décembre 1958 modifiée)**

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

SESSION 2021

Mardi 30 mars 2021

Deuxième épreuve d'admissibilité :

COMPOSITION SUR UN SUJET DE DROIT PENAL

(DUREE 5 HEURES)

La lutte contre la récidive.

**CONCOURS DE RECRUTEMENT DE MAGISTRATS
DU SECOND GRADE**

**(ouverts en application de l'article 21-1 de l'ordonnance n°58-1270 du 22
décembre 1958 modifiée)**

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

SESSION 2021

Mardi 30 mars 2021

Deuxième épreuve d'admissibilité :

COMPOSITION SUR UN SUJET DE DROIT PUBLIC

(DUREE 5 HEURES)

Urgence et garantie des libertés publiques.

**CONCOURS DE RECRUTEMENT DE MAGISTRATS
DU SECOND GRADE**

**(ouverts en application de l'article 21-1 de l'ordonnance n°58-1270 du 22
décembre 1958 modifiée)**

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

SESSION 2021

Mercredi 31 mars 2021

Troisième épreuve d'admissibilité :

NOTE DE SYNTHÈSE

(DURÉE 5 HEURES)

**Rédigez, en vous appuyant exclusivement sur les documents
 joints, une note de synthèse d'environ quatre pages,
 relative au
 « secret à l'ère de la transparence ».**

Liste des documents :

- Document n°1** : « Secret professionnel – Garder le silence, entre droit et obligation », Christophe Reuvre, 24 mars 2020 – <https://www.adetef.fr> – 2 pages
- Document n°2** : « Le secret des sources face à la justice pénale », Agnès Granchet, La Revue des Médias, INA – 15 février 2020 – 6 pages
- Document n°3** : « Comment garantir la protection du secret de l'instruction ? », Vie Publique.fr, 3 janvier 2020 – 2 pages
- Document n°4** : « Eric Dupont-Moretti, ministre de la Justice : « En tant que citoyen, je n'aime pas la transparence », François Vignal, 22 juillet 2020 - <https://www.publicsenat.fr> - 2 pages
- Document n°5** : « Que reste-t-il du secret de l'instruction », Rebecca Childs, élève avocate, <https://www.justicepenale.net> - 3 pages
- Document n°6** : « Préserver le secret professionnel de la tyrannie de la transparence », Jean-Philippe DELSOL, Les Echos, 17 janvier 2020 – 2 pages
- Document n°7** : « Vers un secret médical transparent », Benjamin Pitcho, - 29 juin 2020 – <https://www.leclubdesjuristes.com> – 3 pages
- Document n°8** : « Secret médical », Direction de l'information légale et administrative (Premier ministre) - 7 août 2020 – <https://www.service-public.fr> – 2 pages
- Document n°9** : « Le secret de l'enquête plus fort que la liberté d'information ? », Emmanuel DERIEUX, 29 avril 2020 – <https://www.actu-juridique.fr> – 4 pages
- Document n°10** : « Information judiciaire », - Direction de l'information légale et administrative (Premier ministre), Ministère chargé de la justice – 16 avril 2020 – <https://www.service-public.fr> – 6 pages
- Document n°11** : « Secret de l'instruction: procureurs et enquêteurs doivent pouvoir communiquer davantage », Le Figaro – 18 décembre 2019 – 1 page
- Document n°12** : « La loi sur la protection du secret des affaires et les mesures d'instruction in futurum », Anne BAUDOIN, – <https://www.village-justice.com> – 4 pages